

## Dynamique des postures de chercheurs-engagés

---

### Retours sur la participation dans les politiques de l'eau au Burkina Faso

*William's Daré et Jean-Philippe Venot<sup>1</sup>*

*Le positionnement des chercheurs et des praticiens de la participation a fait l'objet de nombreuses analyses soulignant la pluralité et la complémentarité des postures adoptées notamment vis-à-vis des jeux de pouvoir. Cet article insiste sur l'aspect dynamique des postures de deux « chercheurs-engagés » ayant piloté un projet de recherche pour le développement, en appui à la politique de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) au Burkina Faso. Définissant l'engagement comme un positionnement à l'interface entre le politique et le scientifique, les chercheurs ont, dès la formulation du projet, explicité leur objectif de favoriser la participation dans l'application de la GIRE et d'utiliser une approche participative pour ce faire. Adoptant initialement une posture de « neutralité dialogique conditionnelle », à des fins de légitimation vis-à-vis des décideurs politiques burkinabè et de pérennisation de leurs résultats de recherche, les chercheurs ont construit le projet avec ces derniers dans le cadre d'une démarche de modélisation d'accompagnement. Face aux forts différentiels de pouvoir dans la situation d'action, bloquant toute contribution des acteurs locaux à la prise de décision sur l'eau, les chercheurs ont glissé vers une posture de « non-neutralité post-normale » : l'objectif premier a alors*

---

<sup>1</sup> Nous remercions les deux référents sensiblement la qualité de cet article. Ce travail a été réalisé dans le cadre du projet CPWF V4, financé par le programme Water, Land and Ecosystems du CGIAR.

*été de renforcer la place et le rôle des acteurs locaux dans les dispositifs participatifs afin qu'ils se réapproprient les arènes de concertation créées par le législateur. Les évolutions de postures s'expliquent à la fois par les changements observés dans la situation d'action, la compréhension que les chercheurs en ont et la volonté de préserver leur éthique d'intervention. Si, d'un point de vue heuristique, l'engagement du chercheur pour la participation dans la gestion des ressources naturelles permet de nourrir une réflexion critique sur l'action publique, il est difficile d'adopter cette posture dans le cadre de projets de recherche pour le développement et dans un contexte fortement structuré par l'aide publique au développement.*

*The roles, place and influence that researchers and practitioners may have in the way participatory approaches unfold has long been documented. Such analysis notably stress that researchers' stances towards the issue of power may vary significantly. This article documents how the positioning of two "engaged researchers" coordinating a research for development project aimed at supporting Integrated Water Resources Management (IWRM) policies in Burkina Faso have evolved with time. Defining engagement as being at the interface between research and policy, the researchers have made explicit that their objective was to enhance participation in policy implementation and to follow participatory approaches to do so, right from the start of the project. They adopted a stance of "conditional dialogical neutrality" in order to build their legitimacy towards Burkinabe policymakers and ensure the sustainability of their activities, shaping projects activities together with the later and following the precepts of the Companion Modeling approach. However, whereas participation is presented as one of the pillars of IWRM, the administration in charge of piloting the policy proved unable or unwilling to take field realities into account and to create room for natural resources users so that the latter could participate in a meaningful and proactive way. This situation led the researchers to progressively shift towards a stance of "post-normal non neutrality", whereby they explicitly*

*aimed at strengthening the role and place of local actors in the arenas of participation set up by policy makers. Evolution in the positioning of researchers find their roots in the changes observed in the action-space, the understanding researchers have of it, and their willingness to maintain the principles of their intervention. Heuristically, engagement towards the promotion of participation in natural resources management allows for a critical analysis of public action. However, it appears difficult to adopt such a stance in the framework of research for development projects and in a context strongly influenced by public development aid practices and networks.*

## Introduction

Les interactions entre sciences et sociétés ont évolué non seulement en termes de modes de production de connaissances mais aussi par rapport à la nature même des connaissances

distribuée (Vinck, 2007) montre production de connaissances et les interpénétrations sans cesse plus fortes entre sciences et sociétés. Cette évolution des

aussi à l'ère des chercheurs. Ainsi, de plus en plus de chercheurs en sciences sociales revendiquent une posture de « chercheur-engagé

être fait des connaissances produites. Adopter une posture de chercheur-scientifique dans lequel le chercheur a construit sa légitimité et le champ politique dans lequel il exprime une position publique.

La relation entre ces deux champs, scientifique et politique, Toute recherche engagée adopte une position politique et est influencée par cette position politique, elle-même sous-tendue par une vision de la place du scientifique dans la Cité. Pour le chercheur, le choix de l'objet de recherche, le corpus

théorique mobilisé, les méthodes développées, les énoncés scientifiques produits sont liés à des valeurs morales, philosophiques, sociales ou politiques forgées notamment au cours de son histoire de vie. Le chercheur-engagé doit être conscient de ses choix politiques et des implications de sa posture sur sa production scientifique.

Ainsi, développer des recherches participatives pour la gestion des res

Comme le souligne :4), « tout programme de développement apporte son idéologie politique implicite » ; cela vaut également pour des projets de recherche en faveur du développement, comme celui que nous coordonnions et qui sert de nduite de ce projet de recherche, nous avons ainsi revendiqué une posture visant à (1) promouvoir la participation des acteurs locaux dans les politiques

implication pouvait avoir auprès des décideurs des niveaux régionaux et nationaux. Cela nous a notamment amenés à concevoir et porter une démarche participative comportant un objectif explicite de changement social : améliorer la participation des usagers dans la prise de décision publique sur la gestion des ressources en eau.

## **Engagement du chercheur et rigueur des connaissances produites**

quant à la rigueur des données produites. Cette suspicion, qui renvoie au débat sur la neutralité axiologique du chercheur en sciences sociales, est diversement débattue selon les disciplines.

Ainsi, en anthropologie, axiologique peut paraître dépassée tant la relation au terrain est consubstantielle de la discipline (Fassin, 1999 ; Copans, 2007 ; Malinowski, 1989). En anthropologie du développement, ce

(Vidal,

2011 ; Olivier de Sardan, 2001). Ainsi, peut à la fois être producteur de connaissances scientifiquement fondées sur une rigueur méthodologique et engagé à largement été débattue (Olivier de Sardan, 2004 et 2000)

« pour le développement et le changement social » tenu en 2010

recherche ; implication dans des projets de développement ou des politiques ; participation dans le débat public (Hagberg et Ouattara, 2012).

En sociologie classique, les positivistes ont longtemps considéré que le sociologue devait adopter une posture neutre afin de ne pas e cette

subjectivité dans les analyses de Durkheim ou de Weber était laissée de côté (de Gaulejac *et al.*, 2007). Depuis, une sociologie qualitative errain et empruntant largement ses outils et réflexions à notamment quant à la position du chercheur vis-à-vis de son terrain (de Gaulejac *et al.*, 2007) ou à la scientificité des données ainsi produites (Demeulenaere, 2012). De plus, les sociologies marxistes (Bourdieu, Touraine) développées ont largement milité

géographie, ces réflexions restent limitées ; Barnaud, 2013).

el est de se donner les

chercheur influence les données produites. Le chercheur en sciences sociales qui développe des recherches qualitatives, qui

participante ou en réalisant des entretiens, devient « une partie position de pure extériorité » (de Gaulejac *et al.*, 2007 : 14). Quelle

implication vs explicitation (Olivier de Sardan, 2000), implication vs distanciation (Ardoino,

1990), ou distanciation vs engagement (Fassin, 1999) , est de pouvoir expliciter la trajectoire personnelle du chercheur sur le terrain, sa relation avec son objet de recherche ainsi que ses interactions avec les acteurs. Cela doit permettre de mieux saisir la

neutraliser ou ignorer la subjectivité du chercheur. La subjectivité

auprès de , en faveur de telle ou telle cause et joue un rôle central dans le processus de production des connaissances.

Partageant le point de vue qui sous-tend ce numéro spécial *Anthropologie & Développement*, à savoir neutralité dans la recherche en sciences sociales, nous revendiquons aussi e renforcent mutuellement. Appliquée à des enjeux socio-environnementaux, cette posture nous conduit à expliciter et revendiquer un double engagement, tant éthique que méthodologique. Dans une première partie, nous présentons le ir un projet de recherche pour le développement conduit au Burkina Faso en appui à la politique de gestion intégrée des ressources en eau de ce pays, et les étapes de la démarche participative adoptée dans ce projet. Ensuite, nous présentons les deux cadre regard réflexif sur le projet et notre posture de chercheurs et porteurs du projet. Dans la troisième partie nous analysons comment ces postures ont évolué au cours du projet tant en termes rs que de positionnement vis-à-vis des jeux de pouvoir inhérents à tout contexte social. Une courte egard réflexif permet recherche- engagée » pour le développement.

## Contexte : exemple d'un projet de recherche pour le développement

de recherche pour le développement intitulé « CPWF V4 - Gestion des sous-bassins et gouvernance des eaux de pluie et des petits barrages », conduit de novembre 2010 à décembre 2013 dans le cadre du *Challenge Program for Water and Food* (CPWF)<sup>2</sup>. Ce projet, largement conçu et animé par les auteurs de cet article, en

de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) au Burkina Faso et au Ghana -tendent leur élaboration et mise en place à diverses échelles (seuls les travaux réalisés au Burkina Faso sont discutés ici). Ainsi, sur la base de leurs expériences préalables, les animateurs du projet ont adopté une

(ComMod, 2005), visant à favoriser les interactions entre acteurs de différents niveaux de prise de décision.

### *Principes de la GIRE et application au Burkina Faso*

pression à la croissance démographique et économique du pays ; part, une dégradation anthropiques associée à une diminution quantitative due au changement du régime des pluies et à une plus faible recharge des nappes phréatiques.

relever ces défis.

interna et se décline en trois piliers : le premier, environnemental, établit le

---

<sup>2</sup> waterandfood.org

*Challenge Program on Water and Food*, voir :

bassin hydrographique comme unité de gestion optimale ; le deuxième, socio-institutionnel, érige la participation de tous les ; le troisième, économique, bien économique et insiste sur la nécessité de la gérer en tant que tel (GWP, 2000). Ces principes et la mise en itiques, notamment dans le contexte des pays en développement et en ce qui concerne le rôle dévolu aux acteurs locaux dans les prises de décision (Blomquist et Schlager, 2005 ; Ghiotti, 2006 ; Chéné, 2009 ; Molle, 2012).

Au Burkina Faso, plus spécifiquement, diverses institutions ont été mises en place depuis le niveau national afin de favoriser les acteurs concernés par la gestion des ressources en eau. Ainsi, la politique burkinabè a conduit à l'adoption d'une action pour la GIRE (le PAGIRE) en 2003 et à la création de bassins hydrographiques à l'échelle nationale, dont les espaces limites des bassins hydrographiques du territoire national, sont

de cadres de concertation pour les bassins versants de quelques milliers de kilomètres carrés (DGRE, 2010). Cherlet et Venot (2013) décrivent le processus de mise en œuvre de la politique nationale de GIRE ; Venot *et al.* (2014) décrivent sa mise en œuvre. Ces deux études montrent que les dynamiques enclenchées offrent peu d'opportunités aux acteurs locaux.

### *Le site d'étude : le CLE de la Bougouriba 7*

Le projet CPWF V4 a été conduit en appui au CLE de la Bougouriba 7, membre de l'Agence de l'Eau du Mouhoun (AEM), la Bougouriba étant un des affluents de ce dernier. Ce CLE a été créé le 9 août 2010 par un arrêté du gouverneur de la région Sud-Ouest.



Son espace de compétence est un sous-bassin versant de la Bougouriba dont la superficie est de 2 732 km<sup>2</sup> et couvre tout ou partie du territoire de onze communes appartenant aux provinces de la Bougouriba, du loba et du Poni dans la région Sud-Ouest du Burkina Faso (figure 1). Ces communes regroupaient près de 400 villages en 2008. Les activités économiques dans la zone sont surtout rurales

### *Jeux de pouvoir et GIRE à l'échelle locale*

Par statut, les membres des CLE (comme ceux des agences de eau) appartiennent à trois collèges administration, usagers et collectivités territoriales imposée (DGRE, 2010).

tenue avec vingt-sept représentants de neuf représentants des collectivités locales et sept représentants des usagers (Walaszek, 2012). De plus, la procédure participative, comme le montre Walaszek (2012). Elle a été pilotée par les services techniques du m fortement inspirés du travail réalisé précédemment dans le cadre du programme VREO<sup>3</sup>. Le bureau du CLE Bougouriba 7 est certes trois membres du collège de trois membres du collège des collectivités territoriales et six membres du collège des usagers, mais de président (le haut-commissaire de la province de la Bougouriba), de secrétaire (le directeur provincial et de commissaire aux comptes (le préfet de Dano). Les collectivités territoriales, elles, occupent le donc marqué par une forte -à-vis

---

3

Faso), piloté par les services régionaux du MAHRH, a notamment appuyé la création

des autres collègues, rendant difficile la participation réelle des usagers.

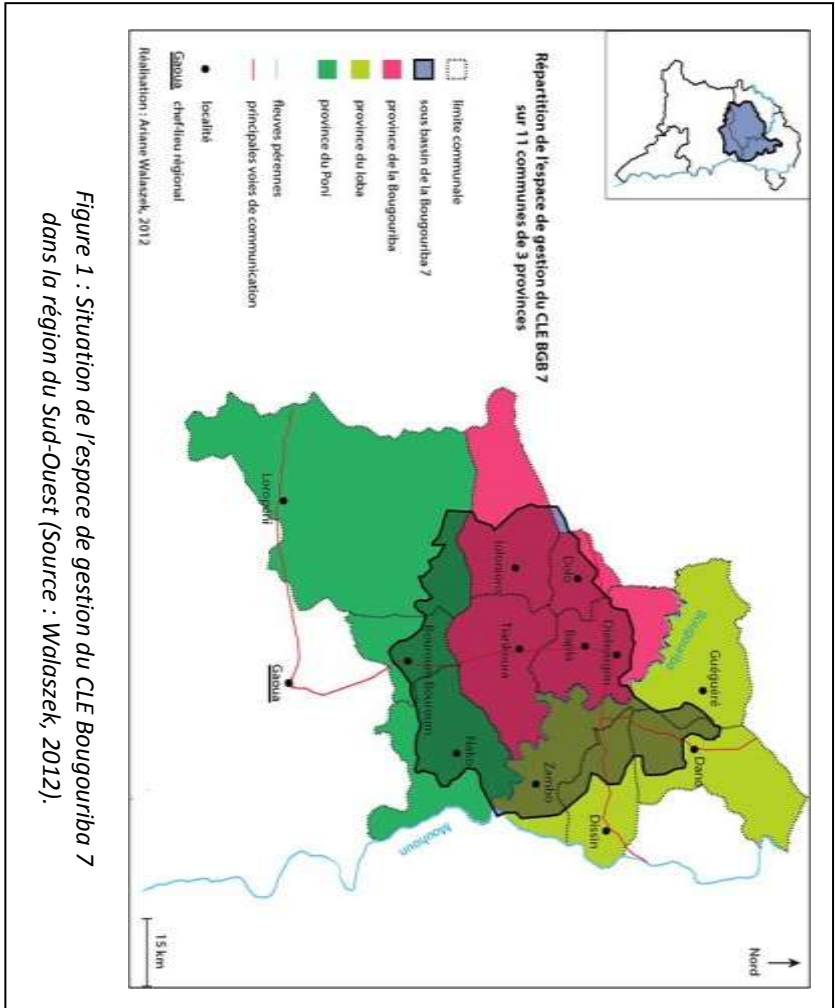


Figure 1 : Situation de l'espace de gestion du CLE Boucouriba 7 dans la région du Sud-Ouest (Source : Walaszek, 2012).

### *Les étapes du projet de recherche pour le développement*

Le projet de recherche pour le développement que nous avons porté traduit notre posture de « recherche-engagée » : il a été conçu afin de donner aux acteurs locaux la possibilité de contribuer à la prise de décision sur les ressources en eau dans la zone du CLE. Une démarche participative nommée « modélisation », dont les moments clés sont présentés dans la figure 2, a été conçue dans ce sens. La modélisation *Companion Modelling* (ComMod) est une démarche participative appliquée à la gestion des ressources naturelles renouvelables et qui vise deux objectifs principaux : (1) améliorer et partager les connaissances et la compréhension des systèmes de gestion des ressources naturelles et de leurs dynamiques ; (2) expliciter les impacts potentiels de propositions visant à résoudre des problèmes identifiés conjointement, ceci se faisant généralement via un accompagnement et une discussion des processus de gestion, de régulation ou de décision (Voinov et Bousquet, 2010 ; ComMod, 2005 ; Etienne, 2010).

Trois principes sous-tendent cette approche :

- prédictible car ces systèmes sont complexes, dynamiques et incertains. Ainsi nul ne peut prévoir leur évolution future, un événement pouvant à tout moment en modifier la trajectoire. Aussi, gestion et de décision de tels systèmes doit viser à favoriser le développement de capacités leur permettant à ces évolutions. Ceci se fait notamment en explicitant les multiples interactions et boucles de rétroaction entre les acteurs sociaux et leur environnement.
- La qualité des décisions dépend surtout de la qualité du processus de décision et de celle du dialogue produit. Ainsi, il est plus impor

ayant conduit à produire la décision que sur la décision elle-même car, le contexte changeant, une solution

-

expérience et leurs

vue sont tous légitimes et peuvent donc tous être exprimés et explicités. Les savoirs éla

s : ils

rmi les autres sur la

réalité.

La figure 2 représente graphiquement les cinq grandes étapes qui ont jalonné la réalisation du projet CPWF V4 au Burkina Faso, entre mars 2010 et décembre 2013. Quatre de ces étapes sont des « temps forts collectifs » (Etienne, 2010) ayant rassemblé

ressources en eau, comme détaillé ci-dessous.

- 1<sup>ère</sup>

appel à expr

thématiques était la gouvernance des eaux pluviales et des petits barrages dans le bassin de la Volta, le deuxième

contacté six autres chercheurs (en géographie, sociologie, pédologie, hydrologie et modélisation, dont trois membres du collectif ComMod) et le SP-

asso

échanges ont pr

de rencontres bilatérales. En mai, le CPWF a organisé un atelier de rédaction des projets où seuls les deux chercheurs porteurs du projet et le coordinateur du SP-PAGIRE, tous trois basés au Burkina, ont été conviés. Ils ont défini ensemble les grandes lignes du projet et formulé la problématique générale comme suit : « Comment limiter

### démarche participative ?

terminée en septembre 2010 par la rédaction collective de la version finale du projet. La proposition de projet identifiait clairement la démarche participative proposée. En novembre 2010, un atelier de planification a permis aux huit participants de préciser les méthodes, questions de recherche spécifiques et attentes de chacun.

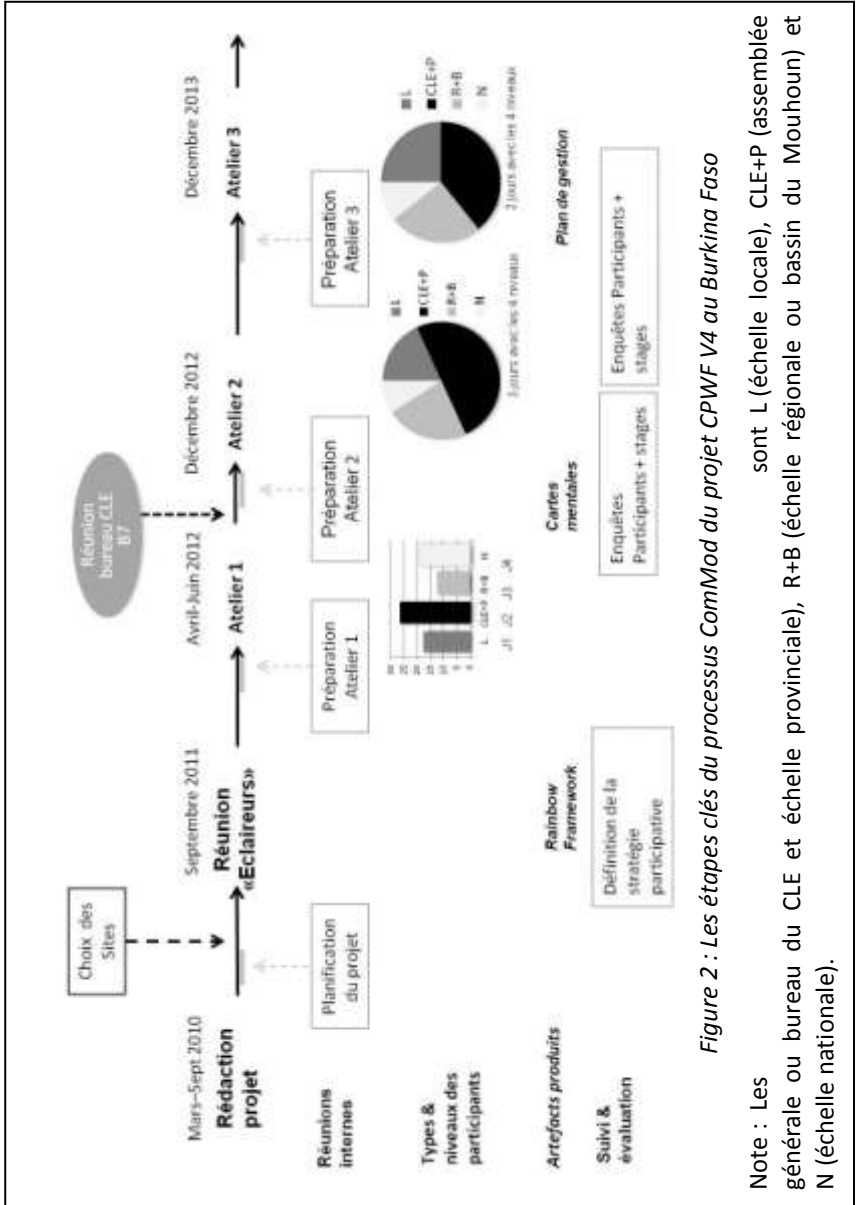


Figure 2 : Les étapes clés du processus ComMod du projet CPWF V4 au Burkina Faso

Note : Les sont L (échelle locale), CLE+P (assemblée générale ou bureau du CLE et échelle provinciale), R+B (échelle régionale ou bassin du Mouhoun) et N (échelle nationale).

- 2<sup>e</sup> étape (Réunion avec des « éclaireurs ») : Après (par les huit personnes susmentionnées) du

notamment en raison du faible  
recherche-développement menées dans ce bassin versant,  
comparati

préciser la stratégie participative et à recentrer la  
problématique du projet. Pour cela, nous avons fait appel à  
des « éclaireurs », experts nationaux ou régionaux  
reconnus par leurs pairs pour leurs travaux sur les enjeux  
de la GIRE au Burkina Faso et dans la région Sud-Ouest. Les  
mondes public, privé, scientifique, politique, administratif  
et financier étaient ainsi représentés au travers de six  
« éclaireurs » : un consultant indépendant, le président du  
conseil régional du Sud-Ouest, un chercheur lié au  
Millenium Challenge Account qui finançait la mise en place

de la direction de la Législation et du Suivi des organismes  
de gestion des ressources en eau au sein du ministère de

-  
atelier de trois jours organisé en septembre 2011, nous  
avons amené ces personnes à nous aider à préciser les  
objectifs de la démarche participative, les acteurs à  
impliquer, les compétences dont ces derniers disposaient,  
les apprentissages qui devaient être ciblés, ainsi que les  
méthodes ou outils à mobiliser et à quel moment du  
projet. Les « éclaireurs » ont ainsi confirmé notre  
hypothèse initiale, à savoir que les CLE faisaient face à de  
nombreux défis, et ils nous ont exhortés à placer les CLE au  
tive. Suite à cette  
réunion, le coordinateur du SP-PAGIRE impliqué dans la  
formulation du projet, en consultation avec les services  
égion  
Sud-Ouest, a choisi de facto le seul CLE existant  
officiellement au démarrage du projet dans le bassin du  
Mouhoun.

- 3<sup>e</sup> étape (Atelier participatif 1) : Nous avons organisé un premier atelier participatif en 2012, durant quatre jours (trois jours en avril à Diébougou, chef-lieu de la province de space de compétence du CLE, et un jour en juin à Ouagadougou) afin que différents acteurs puissent expliciter leurs perceptions respectives du CLE. Un exercice de cartographie mentale a été réalisé avec soixante-douze personnes de mblée générale) du CLE ont été invités le premier jour. Le deuxième jour, les membres du bureau du CLE et des versant de la Bougouriba 7 ont été conviés. Le troisième jour, ce sont des acteurs de la région été impliqués dans les exercices proposés. Le quatrième jour a réuni des acteurs de niveau national. Ces quatre journées ont permis de montrer la diversité des perceptions et compréhensions de ce que pouvaient être les rôles du CLE, des enjeux sur lesquels il devait travailler, des acteurs avec lesquels il devait interagir, des actions au sein du paysage institutionnel burkinabè de la GIRE.
- 4<sup>e</sup> étape (Atelier participatif 2) : Dès mars 2012, il nous est alliances et mégal en place du CLE, et des différentes perceptions locales du fonctionnement de structures collectives de gestion telles que les comités villageois de développement. Deux stages de quatre à six mois ont été organisés à cet effet. En parallèle, suite à ce premier atelier participatif et indépendamment du projet, a émis le souhait que le projet les accompagne pour définir un plan de gestion (dont, légalement, tout CLE devrait se pourvoir). Un deuxième atelier, regroupant vingt-deux personnes (CLE, provinces, région et AEM) parmi les soixante-douze précédentes, a donc été réalisé en



décembre 2012, à Diébougou. Cet atelier avait pour but de

élaborer ce plan de gestion. Une  
par sélection progressive et collective des enjeux exprimés  
un enjeu principal  
partagé : « Opérationnaliser le CLE ». Un groupe de travail  
ésentant du SP-PAGIRE,

deux membres du CLE a été mis en place pour piloter le

les doléances des personnes  
représentants des collectivités territoriales devaient

financièrement les réunions nécessaires. Une proposition  
rédigée par le groupe de travail devait ensuite être  
discutée pa

- 5<sup>e</sup> étape (Atelier participatif 3) : En décembre 2013, un troisième atelier a été organisé avec les vingt-deux mêmes participants afin de définir les axes principaux et de rédiger collectivement le plan de gestion du CLE. Avec la technique des cartes mentales, nous avons animé les deux jours de réunion dans le but participants à exprimer les enjeux dont le CLE devait se saisir, les ac mener, et à identifier les responsables de leur mise en la validation collective des résultats, le de chiffrer les activités identifiées. La validation et les discussions de cette proposition devaient être réalisées générale du CLE prévue après la fin du projet. Une assemblée générale mai 2015. Le bureau y a été renouvelé mais, selon nos informations, le plan de gestion proposé a été validé sans

être vraiment débattu entre les quarante-trois personnes

Au final, pendant ces trois années et demie, et en tant que coordinateurs du projet, nous avons effectivement eu des interactions quasi hebdomadaires avec nos interlocuteurs du PAGIRE ; mais les interactions ont été moins fréquentes avec les chercheurs associés  
7  
et les autres institutionnels de la GIRE au Burkina Faso. Nous avons collectifs, la réalisation agiaires. Entre novembre 2010 et juillet 2012, environ 75 % de notre temps était a continué à assurer le pilotage du projet (75 % de son temps), le , a été moins impliqué (30 %).

Clarification des postures de chercheurs en sciences sociales au sein de démarches participatives

*Positionnement des chercheurs au sein de démarches participatives*

Depuis le milieu des années 1990, dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, la participation est devenue un leitmotiv des projets de recherche pour le développement (Albaladejo et Casabianca, 1997 ; Cooke et Kothari, 2001). Les démarches pa Certains auteurs constatent ainsi que nombre de démarches participatives ne prennent pas en compte les jeux de pouvoir des contextes sociopolitiques dans lesquels elles sont mises en place (Lavigne Delville et Sellamna, 2000 ; Ribot *et al.*, 2006 ; Bodin et Crona, 2008 ; Cooke et Kothari, 2001 ; Barnaud, 2013). Ils critiquent conscience des jeux de pouvoir en place pourrait aussi aboutir à un renforcement de certaines positions domi

participation. Pris dans les activités routinières des projets participatifs (Liu, 1997), les porteurs de ces derniers ne prennent

rmettant de conduire un tel exercice

Barnaud *et al.* (2015) soulignent ainsi le manque de méthodes pour questionner le positionnement des porteurs de démarches participatives vis-à-vis des jeux de pouvoir. Ces auteurs distinguent deux approches prin

approches dialogiques pour lesquelles la communication entre les parties prenantes permet de mieux se comprendre et favorise les

les approches critiques où les porteurs, actifs et stratégiques, visent à réduire les inégalités de pouvoir entre les parties prenantes comme elles ont été exprimées lors des ateliers participatifs. En enquêtant cinquante et un praticiens de démarches participatives, chercheurs ou non, ils identifient cinq postures types : la neutralité de type laisser faire, la neutralité dialogique inconditionnelle, la neutralité dialogique conditionnelle, la non-neutralité post-normale, et la non-neutralité stratégique (Barnaud *et al.*, 2015).

méthodologique de ce travail est manifeste mais il donne une vision statique de la posture du chercheur-praticien alors que ce dernier

Beauvais (2007) comble cette limite en proposant une analyse dynamique et réflexive de la posture du chercheur-accompagnateur qui appuie une institution dans la définition de son projet de formation.

Autre, l

souligne la pluralité et la singularité de la posture de chercheur et identifie trois temps forts qui marquent de ce dernier

recueil

accompagnée et où le chercheur-accompagnateur donne à

La difficulté essentielle réside (donc) dans la lisibilité des postures » (Beauvais, 2007 : 47), qui doivent être clarifiées : chercheur, consultant ou ; commanditaire, décideur, objet ou sujet de

e faire à la place de ». Ici, ce sont les compétences du chercheur-facilitateur qui sont explicitement sollicitées, que ce soit pour animer une réunion ou conduire des entretiens. Le chercheur passe à une posture active. Mais ce changement doit être compris en ligne de conduite » (Goffman, 1974)<sup>4</sup> cohérente et comprise. Cette posture retenue est celle du « retrait » du chercheur-accompagnateur pour permettre à l'autre dans la conception et la réalisation de son projet. Une telle posture est risquée car le chercheur-accompagnateur y répond.

Beauvais (2007) définit ces postures non pas au regard des jeux de pouvoir mais bien en fonction de la nature des interactions entre le chercheur et le

partenaire, plus ou moins forte dans le temps. Cela rend donc la posture du chercheur-accompagnateur plus ou moins continue et doit être

---

<sup>4</sup> Plus explicitement, ces deux premiers temps de Beauvais renvoient à la règle de la « face » décrite par Goffman comme condition à toute interaction. Le concept de « face » représente « la valeur sociale positive que l'individu cherche à maintenir devant les autres » (Goffman, 1974, p. 213).

comportement désiré de ceux-ci.

### *Analyses réflexives portées sur des processus de modélisation d'accompagnement*

mobilisent diverses techniques de diagnostic multi-acteurs pour analyser le contexte (enquêtes, questionnaires, etc.). Et ils conçoivent, avec ces mêmes acteurs, des outils permettant de simuler différentes options de gestion, de les discuter collectivement et de les tester lors de collaboratif (système multi-agents, jeu de rôles, cartographie participative, etc.). Plusieurs sociologues ont décrit leur positionnement dans des démarches développées en France ou à disciplinaires constituées à cette occasion.

démarche ComMod sur le thème de la sécurisation foncière au Sénégal et à la Réunion, Daré *et al.* (2007) montrent la tension entre leurs différents positionnements, endogènes ou exogènes. En effet, ils occupaient à la fois un interactions des membres de fournissant les connaissances nécessaires à la compréhension, puis à la modélisation des dynamiques sociales en lien avec les dynamiques écologiques. Conscients de leur engagement, les sociologues revendiquent une posture de non-neutralité où ils participent à la fabrication du social :

*« Le sociologue, [...] observateur impliqué [...], participe au processus de dévoilement, à la circulation de l'information entre les différents protagonistes et, ce faisant, il contribue à la modification des rapports sociaux entre les individus et à propos de leur environnement » (Daré et al., 2007 : 113).*

Charles *et al.* (2008) ont participé, en France, à quatre réserves de biosphère par rapport à la transformation des paysages du fait

-deux des ethno-sociologues impliqués dans le

dispositif participatif comme observateurs et producteurs de connaissances. Ils soulignent que le lien entre politique et sciences

interpénétration des sphères politiques et scientifiques. Le chercheur en effet entre en se saisissant directement une question de société ou en étant mandaté par des acteurs pour traiter cette dernière.

mes de

Chlouz-Ducharme et Gourmelon (2008)

outils pour favoriser la participation des citoyens. Certes, les savoirs scientifiques et les autres types de savoirs interviennent dans la conception des outils et, ensuite, dans leur utilisation ludique, mais les acteurs non scientifiques restent peu impliqués dans la définition première de la problématique. Or fondamentale de la démocratie dialogique. Aussi, même si les itérations du processus ComMod permettent de prendre en compte une grande pluralité de savoirs, les auteurs questionnent le risque que ces approches puissent reproduire des rapports de domination préexistants, notamment entre scientifiques, experts et acteurs locaux. La section qui suit explicite comment notre engagement a pu évoluer dans le temps du projet, non seulement en lien avec les jeux de pouvoir du contexte social dans lequel nous nous placions, mais aussi vis-à-vis des savoirs et des représentations échangés.

## Analyse réflexive de chercheurs engagés dans l'action

Dans cette section nous analysons les évolutions de nos postures et

compréhension des jeux de pouvoir et des savoirs et représentations échangés au cours du projet. Nous avons ainsi été tour à tour initiateurs de la démarche, promoteurs de la -ci,

organisateurs et facilitateurs de différents ateliers participatifs, g de différentiels de pouvoir importants, porte-parole des points de vue et représentations des différents participants, observateurs des interactions, transcripteurs de savoirs, diffuseurs de connaissances, enquêteurs, tout en déclinant une réflexion de recherche sur les politiques publiques au cours des trois duré le projet.

*En attendant le premier atelier participatif : une posture de neutralité dialogique conditionnelle pour comprendre*

Chercheurs et représentants du SP-PAGIRE ont rédigé le projet ensemble. Les autres acteurs, et notamment les acteurs locaux du CLE de la Bougou

à cela : nous

activités de recherche-engagée. De plus, à ce stade, notre objectif était à la fois de conduire une analyse critique de la politique de

les résultats de la démarche puissent être pérennisés au-delà du

-PAGIRE dès cette première phase de définition de la problématique était pour nous essentielle. En effet, si cet acteur adhéraît aux principes de la démarche ComMod, il nous semblait être le plus à même d urer non seulement la continuité auprès du CLE avec lequel la démarche aurait été développée mais aussi la diffusion auprès des autres CLE et a eau appuie.

comprendre auprès de notre interlocuteur privilégié mais également de saisir au mieux ses enjeux et ses attentes vis-à-vis de

problématique, nous avons aussi fait le choix de mettre en avant les « accompagnement » plutôt que ceux « analyse critique » qui caractérisent la recherche en sciences sociales sur la

GIRE. Alors que dans nos analyses nous pointions du doigt une

« posture dialogique conditionnelle » de neutralité car elle était pour nous la seule qui faisait sens pour construire notre légitimité

connaissance du système sociopolitique et écologique de la GIRE au Burkina Faso, ainsi que des jeux de pouvoir inhérents, et de nous focaliser sur la région Sud-Ouest. Sur la base du dialogue que nous

de

fédérer les énergies des acteurs à différents niveaux. La procédure de dialogue que nous proposons au travers de la démarche ComMod, les outils que nous maîtrisons et les principes que nous revendiquons, concouraient à la construction de notre légitimité.

*Difficile équilibre entre action et retenue : une posture de non-neutralité post-normale*

Le premier atelier visait à rendre explicite les points de vue des acteurs des différents niveaux de gestion et de décision, depuis

Dans ce but nous avons

librement *via* -ration de cartes mentales permettant aux participants de donner leur avis de façon quasi

de le repositionner dans le paysage des acteurs de la GIRE : pas

partager la diversité des points de vue des acteurs quant aux rôles, enjeux à saisir, responsabilités à endosser, réseau mobiliser et actions à réaliser. Il



SP-

politique

comme un « renforcement des capacités

pas de se substituer au SP-PAGIRE mais de trouver un équilibre entre compréhension, action et retenue.

Notre posture de chercheur-engagé devait être en phase avec cette re

« non-neutralité post-normale » en créant les conditions pour que

titre que les acteurs d

avaient rarement eue auparavant. En invitant des représentants des

usagers à évoquer leurs propres activités et identifier leurs liens

potentiels avec cette entité alors inconnue que constituait le CLE,

nous avons de fait initié une dynamique où les plus vulnérables

: pas de dialogue direct entre les

niveaux lors de ce premier atelier participatif car nous considérons

ement à

collège administratif dominant la GIRE. Le choix de la technique

dans la construction de notre légitimité en tant que chercheurs

venus stimuler le « réveil » du CLE.

### *Un plongeon dans l'action : l'animation de la rédaction collective du plan de gestion du CLE*

Suite au premier

et a demandé à ce que les porteurs du projet les accompagnent

dans la rédaction de leur plan de gestion. Nous sommes ainsi entrés

dans une phase « pure

vingt-deux participants

venant des quatre niveaux précédemment identifiés (du local au

national). Bien que résolu

on, le deuxième

atelier participatif avait pour ambition de ne servir que de

maïeutique à un projet qui devait être porté par les acteurs de

échanges en petits sous-groupes homogènes (trois à quatre

per

progressive des enjeux de chacun ont visé principalement à organiser les réflexions des participants, faciliter les débats, favoriser la prise de position et acter les décisions prises. Nous facilitateur

plan de gestion. En effet, ayant comme point de référence la façon dont de nombreux projets de développement se déroulent, certains acteurs souhaitaient faire appel à des compétences extérieures, comme celles de consultants, pour rédiger ce plan. Nous leur avons aucunes ressources financières propres, ainsi que le risque de se suffisamment actifs dans la production de ce document. Sur cette base, un groupe de travail notre souhait affiché de renforcer le poids des usagers au sein du CLE a été formé pour préparer ce plan de gestion.

Nous avons ensuite animé le troisième atelier, au cours duquel les axes du plan de gestion et les enjeux de la zone ont été définis par ce même collectif. Malgré les engagements de chacun lors de précédent formellement collectée et ce bien que ce troisième atelier se soit tenu un an après le deuxième. Outre des aspects pratiques atelier un an après le deuxième avait pour but de « tester »

un contexte où les *per diem* sont devenus indissociables de toute activité de développement portée par des tiers, et à un manque de

(le financement du projet se terminant en décembre 2013) et

à la base, nous avons choisi malgré tout de tenir ce dernier atelier. Conscients des jeux de pouvoir dans lesquels se plaçait notre intervention, et notamment

cela pouvait constituer, et forts  
s  
« non-  
neutralité post-normale ». Lors de cet atelier 3, nous avons mobilisé  
participants

SP-PAGIRE et de la DGRE. Les usagers directs et certains maires ont  
président  
et du secrétaire  
diverses, sont déjà constatées, constituant de véritables dangers  
sanitaires et ayant des conséquences économiques graves pour  
certains usagers (avec la mortalité accrue de poissons destinés à la  
pêche puis à la vente sur les marchés locaux). Les axes principaux  
qui structurent le plan de gestion du CLE ont été identifiés  
collectivement, mais la rédaction finale, incluant une évaluation du  
coût financier des différentes activités, a encore été réalisée par le  
SP-PAGIRE, la DGRE et un membre du CLE. Bien que ce même  
groupe ait été très peu actif entre les ateliers 2 et 3, les participants  
seuls

de chiffrer les activités) membre du CLE était nécessaire  
cisions collectives prises. Nous  
avons cependant vérifié la fidélité du document final vis-à-vis des  
décisions prises par le collectif. Comme décrit plus  
haut, ce document final a été laissé de côté pendant seize mois, ce  
qui illustre les limites de notre stratégie visant à pérenniser à  
btenus localement  
tout en construisant notre légitimité vis-à-  
charge du pilotage des politiques publiques. Une telle stratégie  
vention nous a empêchés, de fait, de questionner les jeux de  
!

## Conclusion

La présente contribution porte un regard réflexif sur les dynamiques  
de nos postures de « chercheurs-engagés

recherche participative pour le développement, en appui à la politique » et le « scientifique », notre positionnement a évolué avec le temps

celle

un postulat

a

collective multi-niveaux pour une gestion durable des ressources naturelles et un choix émergeant participative comme mode de construction et de partage des savoirs. Les simplifications opérées dans la description du projet de recherche que nous avons piloté visaient à rendre notre expérience intelligible mais ne doivent pas occulter la complexité

Ainsi, cette description fait-elle ressortir trois grandes questions qui doivent être posées

-t-il ? A quelle

fin ? Comment se traduit cet engagement dans ses actions de recherche ?

Auprès de qui ? Même si la démarche participative mise en

des jeux de pouvoir vis-à-vis des décideurs nationaux, notamment burkinabè, les analyses de nos activités de recherche confirment que les jeux sociaux sont complexes et multifformes. Ainsi des jeux de pouvoir existent également : entre usagers directs (maraîchers et orpailleurs vs pêcheurs) ; entre usagers directs et élus locaux ; entre usagers directs et représentants des collectivités locales vis-à-vis des hauts

e

in

*itinere* de notre compréhension de ces jeux de pouvoir complexes

A quelle fin

«

communicationnel » habermassien, notre objectif était de renforcer le dialogue entre les différents acteurs de la GIRE. Ainsi, notre intervention visait à introduire un nouveau format de participation

dans les processus de décision. Pour nous, cet objectif premier

passait par des objectifs intermédiaire  
acteurs reconnaissant la nécessité de « renforcer les capacités des  
acteurs locaux »,  
de la compréhension des enjeux de la GIRE par ceux-ci et la place du  
CLE et des usagers dans le dispositif institutionnel national. Ensuite,  
présenter un point de vue argumenté de leur position face aux  
acteurs des niveaux supérieurs. Mais, mettre les acteurs locaux en  
position  
prêts, eux aussi, à engager le dialogue. Ainsi, afin  
ce dialogue entre acteurs locaux et administration, que nous  
considérons nécessaire, nous sommes aussi intervenus en dehors  
du cadre du projet *stricto sensu* auprès du SP-PAGIRE, des agences  
et  
et Volta). Dans ces arènes, nous exprimions une vision critique de la  
consultation et une participation accrues des usagers des  
ressources pourraient, peut-être, permettre de trouver des  
reconnaissent.

Comment ? Les contraintes financières et temporelles (rendus  
de « délivrables », programmation des activités, partenariat avec  
pour le développement vont à  
acteurs, ainsi  
posture de  
mieux la démarche participative initiée. Ainsi, cette tension entre  
posture et contexte de mise en place s'est elle traduite par des  
lenteurs : un an entre les ateliers 2 et 3 ; trois ateliers participatifs  
réalisés au lieu des cinq initialement programmés. Sans doute  
avons-nous péché par excès de confiance en ce qui concerne les  
émerger. Sans doute aurions-nous dû être plus actifs auprès des  
acteurs locaux qui critiquaient ouvertement la position attentiste  
des responsables du CLE. Sans doute aurions-nous dû de même être  
plus actifs auprès du président et du secrétaire du CLE afin de

stimuler leurs réflexions quant à leur rôle et à celui des usagers et à l'autonomisation du CLE. La poursuite de notre engagement au-delà

prévue dans leur plan de gestion, en partenariat avec une structure locale, constitue un prolongement de nos activités pour compenser les difficultés constatées.

heuristique, il nous semble que l'union

u sociales, plus distantes, ne permettraient pas. Cela nous a été

avec les décideurs. Cependant, un tel positionnement et le cadre dans

pour le développement, peuvent paraître antinomiques. En effet,

pour le développement limité dans le temps (trois ans et demi) et mobilisant la participation pour induire du changement social est risquée, voire paradoxale. Ainsi, une question demeure, celle de

engagement dans la Cité. La re rticipatif où les acteurs seraient impliqués dès la définition de la problématique du

e -elle pas illusoire dans un contexte structuré par

## Bibliographie

ALBALADEJO C. et CASABIANCA F., 1997, « Eléments pour un débat autour des pratiques de recherche-action », *Etudes Recherches Syst. Agraires Dév.*, 30 : 127-149.

ARDOINO J., 1990, « Les postures (ou impostures) respectives du », *in* ARDOINO J. et

BERGER G. (eds), Actes du Colloque Les nouvelles formes de la

Alençon, Association Francophone Internationale de Recherche Scientifique en Education : 22-30.

« Dispositifs participatifs et asymétries de pouvoir », in Actes du colloque du GIS Démocratie et Participation Chercheur.es et acteur.es de la participation, Liaisons dangereuses et relations fructueuses, 29-30 janvier 2015, Paris.

BARNAUD C., 2013, « La participation, une légitimité en question », *Natures Sciences Sociétés*, 21 : 11p.

BEAUVAIS M., 2007, « Chercheur-Accompagnateur : une posture plurielle et singulière », *Recherches Qualitatives*, Hors Série (3) : 44-58.

, *Society & Natural Resources*, 18(2) : 101-117.

BODIN O. et CRONA B., 2008, Community Level: Exploring the Role of Social Capital and *World Development*, 36(12) : 2763-2779.

CHARLES M., CHLOUS-DUCHARME F., FAUGERE E. et WINTZ M., 2008, « - », *VertigO*, 8(2), 17 p.

CHENE J.M., 2009, - Integrated water resources management: , *Natural Resources Forum*, (33) : 2-5.

CHERLET J. et VENOT J.-P., 2013, , *Water Policy*, 15(3) : 479-495.

CHLOUS-DUCHARME F. et GOURMELON F., 2008, « Modélisation et jeu de ss », *Socio-Logos*, 3.

COMMODO, 2005, « », *Natures Sciences Sociétés*, 13 : 165-168.

COOKE N. et KOTHARI U., 2001, *Participation: The New Tyranny?*, London, Zed Books.





- LIU M., 1997, *Fondements et pratiques de la recherche-action*, Paris,
- MALINOWSKI B., 1989, *Les Argonautes du Pacifique occidental*, Paris, Gallimard.
- MOLLE F., 2012, « La GIRE : a \_\_\_\_\_ », in JULIEN F. (ed), *La gestion intégrée des ressources en eau en Afrique subsaharienne*, Québec, \_\_\_\_\_ : 23-53.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P., 2000, « Le "je" méthodologique. Implication et \_\_\_\_\_ », *Revue Française de Sociologie*, 41(3) : 417-445.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P., 2001, « Les trois approches en anthropologie du développement », *Revue Tiers Monde*, 42(168) : 729-754.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P., 2004, « \_\_\_\_\_ comme science empirique », *Espaces Temps*, 84-86 : 38-50.
- RIBOT J.C., AGRAWAL A. et LARSON A.M., 2006, Decentralizing: How National Governments Reappropriate Forest *World Development*, 34(11) : 1864-1886.
- VENOT J., TOROU B.M. et DARE W., 2014, « Territorialisation ou Faso », *L'Espace géographique*, 2(43) : 148-163.
- VIDAL L., 2011, « Le développement comme laboratoire de \_\_\_\_\_ », *Ethnologie française*, 41(3) : 483-495.
- VINCK D., 2007, *Sciences et société. Sociologie du travail scientifique*, Paris, A. Colin.
- VOINOV A. et BOUSQUET F., 2010, \_\_\_\_\_ , *Environmental Modelling et Software*, 25 : 1268-1281.
- WALASZEK A., 2012, « Pratiques de la gestion intégrée des ressources en e \_\_\_\_\_ -ouest du Burkina Faso », Mémoire Master 2 Géographie, Université Paris Ouest Nanterre.



William's Daré est sociologue,

Chargé de recherche au CIRAD, UPR GREEN

E-mail : [william's.dare@cirad.fr](mailto:william's.dare@cirad.fr)

Jean-Philippe Venot est géographe,

Chargé de recherche à l'IRD, UMR G-EAU,

et au Water Resources Management group, Université de Wageningen

E-mail : [jean-philippe.venot@ird.fr](mailto:jean-philippe.venot@ird.fr)